

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	25.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagnote	Gewerkschaften
Akteure	Anderer Verband im Energiebereich, Economiesuisse (Vorort), Travail.Suisse
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Berclaz, Philippe
Bernath, Magdalena
Bernet, Samuel
Freymond, Nicolas
Gsteiger, Christian
Hirter, Hans
Künzler, Johanna
Porcellana, Diane
Scherrer, Debora

Bevorzugte Zitierweise

Berclaz, Philippe; Bernath, Magdalena; Bernet, Samuel; Freymond, Nicolas; Gsteiger, Christian; Hirter, Hans; Künzler, Johanna; Porcellana, Diane; Scherrer, Debora 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Gewerkschaften, Economiesuisse (Vorort), Travail.Suisse, Anderer Verband im Energiebereich, 2003 – 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 25.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Verkehr und Kommunikation	1
Eisenbahn	1
Post und Telekommunikation	1
Sozialpolitik	3
Bevölkerung und Arbeit	3
Arbeitszeit	3
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	4
Verbände	4
Arbeitnehmer, Gewerkschaften	4

Abkürzungsverzeichnis

EFD	Eidgenössisches Finanzdepartement
UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
KVF-NR	Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen des Nationalrates
WAK-SR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
SBB	Schweizerische Bundesbahnen
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband
VPOD	Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste
PG	Postgesetz
GBI	Gewerkschaft Bau und Industrie
SEV	Gewerkschaft des Verkehrspersonals
GSoA	Gruppe für eine Schweiz ohne Armee
CNG	Christlichnationaler Gewerkschaftsbund (Vorgänger von Travail.suisse)
SKO	Schweizer Kader Organisation
kfmv	kaufmännischer Verband
ZGP	Zürcher Gesellschaft für Personal-Management
PVB	Personalverband des Bundes
SMUV	Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (urspr. Schweizerischer Metall- und Uhrenarbeiterverband)
VSA	Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände

DFF	Département fédéral des finances
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
CTT-CN	Commission des transports et des télécommunications du Conseil national
CER-CE	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
CFF	Chemins de fer fédéraux suisses
USS	Union syndicale suisse
USAM	Union suisse des arts et métiers
SSP	syndicats des Services publics
LPO	Loi sur la poste
SIB	Syndicat industrie et bâtiment
SEV	Syndicat du personnel des transports
GSsA	Groupe pour une Suisse sans Armée
CSC	Confédération des syndicats chrétiens de Suisse (Prédécesseur de Travail.suisse)
ASC	Association suisse des cadres
secsuisse	Société des employés de commerce
ZGP	Zürcher Gesellschaft für Personal-Management (Société zurichoise de gestion du personnel)
APC	Association du personnel de la Confédération
FTMH	Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (initialement Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie)
ES	Fédération des sociétés suisses d'employés

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Verkehr und Kommunikation

Eisenbahn

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 04.11.2008
NICOLAS FREYMOND

Le Département fédéral des finances (DFF) a mis en consultation le **projet d'assainissement de la caisse de pension des CFF**, dont le Conseil fédéral lui avait confié l'élaboration l'année précédente. Le projet propose quatre variantes pour combler le manque de CHF 2,9 milliards. Si une variante ne prévoit aucune participation financière de la Confédération, les trois autres impliquent une recapitalisation des CFF respectivement à hauteur de CHF 0,7, 1,7 et 1,9 milliard. Les CFF ont estimé que seule la variante maximale, additionnée d'une réserve pour fluctuations de valeurs (soit une contribution totale de CHF 3,2 milliards), constituait une solution durable. Cependant, le Conseil fédéral privilégie nettement la variante à CHF 0,7 milliard, grâce à laquelle le taux de couverture atteindrait 97%, contre 92,4% à fin 2007. La Conférence des directeurs cantonaux des finances a communiqué sa préférence pour une solution autonome, financée par les CFF, leurs employés et rentiers, voire, si nécessaire, par leurs clients, au moyen d'une hausse des tarifs. Le PRD, l'UDC et Economiesuisse ont également rejeté les variantes prévoyant une contribution étatique. À l'inverse, les syndicats SEV et USS, ainsi que le PS, ont prôné la contribution fédérale maximale de CHF 3,2 milliards. Le PDC s'est quant à lui rallié à la position du Conseil fédéral (CHF 0,7 milliard), tandis que personne n'a soutenu la variante à CHF 1,7 milliard. ¹

Post und Telekommunikation

ANDERES
DATUM: 23.05.2003
PHILIPPE BERCLAZ

Cinquante jours après avoir retiré son projet de réorganisation des centres de tri **REMA** -Reengineering Mailprocessing, La Poste a présenté **quatre nouvelles variantes**. Allant de 3 à 8 sites principaux de tri pour 3 à 6 sites secondaires, les propositions imposaient des coupes moins dures dans les effectifs que le projet initial: de 2'333 à 3'325 emplois supprimés. Les économies escomptées – entre CHF 138 et 175 millions – étaient revues à la baisse. Prélude à l'annonce de la variante retenue, La Poste et les syndicats de la Communication et Transair ont réussi à s'entendre sur un plan social. ²

ANDERES
DATUM: 24.05.2003
PHILIPPE BERCLAZ

Après avoir trouvé un accord avec les syndicats (Syndicat de la communication et Transair) pour négocier une convention collective, le conseil d'administration de **La Poste a pris la décision de transformer sa division ExpressPost** (division des colis et des lettres express) **en société anonyme**. Le transfert du personnel (370 emplois) dans la nouvelle structure est prévu pour le 1er janvier 2005. En collaboration avec l'UBS, La Poste s'est attaquée au marché hypothécaire. Trois produits ont été proposés aux particuliers. ³

ANDERES
DATUM: 26.11.2004
PHILIPPE BERCLAZ

Comme l'avait annoncé son directeur Ulrich Gygi en début d'année, La Poste a rendu public plusieurs projets de réorganisation interne. L'entreprise postale a tout d'abord proposé d'externaliser 270 places de travail sur 800 dans le transport des envois postaux (projet RePot). Ensuite, La Poste a transformé son unité de cars en une société anonyme CarPostal Suisse. L'intégralité du capital est demeuré en main de La Poste. Les 1'300 employés concernés devaient être sortis de la CCT de La Poste, car l'entreprise avait l'intention de flexibiliser les salaires et de négocier des CCT dans les différentes régions. Quelques jours plus tard, La Poste a annoncé sa volonté de transformer également SecurePost (services de transports sécurisés) et Mobility Solutions (gestion des véhicules postaux) en sociétés anonymes dont elle restera propriétaire. Considérant ces externalisations comme une violation de la CCT et une **dissolution de la paix du travail**, les syndicats ont réagi. Le syndicat Transair a saisi la commission paritaire de conciliation afin de contester le contournement de la CCT. Le chef du DETEC, Moritz Leuenberger, a tenté en vain lors d'une réunion de réconcilier les syndicats et La Poste. Mettant en œuvre ses menaces, le Syndicat de la communication a, à nouveau, misé sur des actions symboliques. Elles se sont concrétisées par le blocage du travail de nuit de quatre bases de distribution. Le Syndicat ne contestait pas la création de SA à La Poste, mais celles-ci devaient appliquer selon lui la CCT de La

Poste. ⁴

ANDERES
DATUM: 23.05.2005
PHILIPPE BERCLAZ

Après négociations, La Poste, le syndicat de la communication et le syndicat Transfair ont trouvé un accord sur les conditions d'engagement du personnel en cas d'externalisation d'unités de La Poste. Il se traduit par une **nouvelle convention collective du travail (CCT)**, qui s'est largement inspirée de la CCT négociée pour La Poste. Les principales dispositions sur les salaires, ainsi que sur les réglementations du temps de travail, ne présentent pas de différences essentielles. La nouvelle CCT permet également de fixer des règles particulières dans des conventions d'affiliation propres à chaque société du groupe. ⁵

ANDERES
DATUM: 23.11.2005
PHILIPPE BERCLAZ

Suite au blocage des négociations salariales, le Syndicat de la communication et Transfair ont appelé le personnel postal à descendre début novembre dans la rue, afin de **manifeste pour une hausse de salaire** de CHF 175 par mois. 3'000 employés de La Poste ont répondu à cet appel en défilant à Berne. La négociation entre La Poste et les syndicats a finalement abouti. ⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 16.12.2006
MAGDALENA BERNATH

Als Reaktion auf die Ankündigung Gygis forderten die Poststellenleiter **Arbeitsplatz- und Lohngarantien** und drohten mit einem Streik kurz vor Weihnachten. In Neuenburg, Luzern und Lugano kam es zu Demonstrationen. Mitte Dezember einigten sich Post und Gewerkschaften auf die Grundsätze beim Umbau des Poststellennetzes: Die Post verzichtet auf Kündigungen und gewährt eine Lohngarantie. Die Leiter zurückgestufter Poststellen erhalten bis spätestens 2011 die heutigen Nominallöhne; ihren über 55-jährigen Kollegen wird das, zusammen mit einer Beschäftigungsgarantie, bis zum Pensionsalter zugesichert. Bereits im November verständigten sich die Post und die Gewerkschaften Kommunikation und Transfair auf Lohnerhöhungen. Angestellte mit tieferen Löhnen erhalten 2007 2% mehr, jene mit höheren Gehältern 1,8% mehr Lohn. Weitere 0,4% der Lohnsumme werden für leistungsbezogene Massnahmen eingesetzt. ⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 19.12.2007
NICOLAS FREYMOND

A l'automne, une polémique a éclaté au sujet des coûts réels du service universel. En cause, la non publication par le DETEC d'un rapport des consultants BDO Visura et Wik-Consult sur le modèle comptable de la Poste qui relève que les charges des bureaux de poste pourraient avoir été surévaluées. Le directeur de la Poste, Ulrich Gygi, a toujours insisté sur le fait que l'entretien du réseau postal (environ CHF 400 millions) devait être financé grâce au monopole sur les lettres jusqu'à 100 grammes. Pour les partis bourgeois et Economiesuisse, si ce coût est moindre, il ne peut plus justifier les précautions avec lesquelles le Conseil fédéral a planifié la libéralisation du marché postal. À l'inverse, la gauche et les syndicats dénoncent une manipulation de la Poste pour justifier la fermeture de 1'150 bureaux de postes. Pour faire toute la lumière sur cette affaire, la CTT-CN a demandé et reçu ledit rapport. En décembre, le chef du DETEC a présenté une **étude approfondie sur les répercussions de l'ouverture du marché postal**. Censée servir de référence dans la révision de la législation postale, cette étude prospective montre que le financement du service universel peut être garanti par le monopole sur les lettres de moins de 50 grammes. En cas de libéralisation complète, le maintien des prestations excédant les exigences légales minimales et des conditions de travail actuelles de la Poste nécessiterait une compensation financière de l'Etat. Sans contribution étatique, la Poste pourrait seulement financer les prestations minimales prévues dans la loi. ⁸

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBECHLUSS**
DATUM: 22.10.2008
NICOLAS FREYMOND

À la surprise générale, et contre l'avis de Moritz Leuenberger, le Conseil fédéral est revenu sur sa décision de l'année précédente en optant pour une **accélération du rythme de la libéralisation**. Selon le projet mis en consultation en février, le monopole sera abaissé à 50 grammes dès le 1er avril 2009, puis supprimé en 2012 (au lieu de 2011 et 2014 respectivement). Estimant que la loi sur la poste (LPO) lui en donnait la compétence, le collège gouvernemental a en outre décidé de procéder **par voie d'ordonnance**, c'est-à-dire sans passer par le parlement. Pour l'ouverture complète, par contre, une révision de la LPO, soumise au référendum facultatif, sera nécessaire. Le service universel y sera maintenu et confié à la Poste pour la période 2012-2017. En 2017, il sera mis au concours. Sous la pression des milieux bancaires, le Conseil fédéral a finalement renoncé à proposer d'octroyer une licence bancaire à PostFinance. La

Poste a réagi négativement, jugeant une réforme des conditions cadres nécessaire avant l'abaissement du monopole, afin de garantir l'égalité de traitement avec ses concurrents. Elle a en outre réitéré sa demande de licence bancaire en échange de la suppression de la garantie d'Etat. Le Syndicat de la communication a, lui, fustigé la « soumission » du Conseil fédéral à Economiesuisse et prédit à court terme la suppression de nombreux bureaux de poste et emplois.

Lors de la consultation, le PS, les Verts et les syndicats ont rejeté le projet du Conseil fédéral car il ne garantit pas le service universel pour tous, c'est-à-dire pour les habitants de toutes les régions, et laisse présager la suppression de nombreux emplois et la dégradation des conditions de travail dans la branche. Le PS a par ailleurs plaidé en faveur d'une véritable banque postale. À l'inverse, le PDC, le PRD, l'UDC, Economiesuisse et la Fédération des entreprises suisses se sont montrés très favorables, jugeant que la libéralisation procurera une plus grande liberté de choix, une meilleure qualité des prestations et une baisse des prix. Le projet a divisé les associations de consommateurs : alors que la FRC romande s'est déclarée hostile à la libéralisation, la Konsumentenforum a plaidé en sa faveur. Enfin, l'association des communes suisses y est opposée, car le projet du Conseil fédéral ne garantit pas le service universel généralisé.

Au parlement, la manière de faire du Conseil fédéral a été vivement critiquée. Dans un premier temps, l'Assemblée fédérale a biffé l'abaissement dès 2009 du monopole de la Poste sur les lettres de 100 à 50 grammes du programme de législature. En dépit de cet avertissement, le Conseil fédéral a décidé, le 22 octobre, d'abaisser, par voie d'ordonnance, la limite du monopole pour les lettres de 100 à 50 grammes dès le 1er juillet 2009. S'il a rappelé sa volonté de libéraliser totalement le marché postal, il a toutefois renoncé à fixer une échéance précise. De plus, la version définitive du projet dissocie clairement la révision prochaine de la législation postale et la libéralisation. Cette dernière fera en effet l'objet d'un arrêté fédéral distinct, soumis au référendum facultatif. Enfin, le gouvernement a renoncé à soumettre à terme le service universel à un appel d'offres, ralliant l'opinion fréquemment émise lors de la consultation qu'aucun concurrent de la Poste ne pourrait offrir ce service.⁹

Sozialpolitik

Bevölkerung und Arbeit

Arbeitszeit

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 29.08.2017
DIANE PORCELLANA

Suite à l'acceptation des initiatives parlementaires (16.414) et (16.423) en février 2017, la CER-CE est chargée d'adapter la loi sur le travail (LTr) pour introduire de la flexibilité dans le temps de travail. L'USS et Travail.Suisse ont, dès lors, brandi la menace d'un référendum par crainte pour la santé des travailleurs.

En avril, des organisations de travailleurs (secsuisse, Employés Suisse, l'ASC, ZGP) et des associations de branches (secteurs informatiques, de fiduciaires, de révisions et de consultations, d'information et de relations publiques) ont fait une proposition de **flexibilisation du temps de travail** pouvant toucher environ 20% des employées et employés de l'économie privée. Celle-ci est notamment supportée par l'aile réformiste du Parti socialiste, avec pour défenseur le parlementaire Daniel Jositsch (ps, ZH). Le modèle proposé prévoit une hausse temporaire maximale de la durée du travail à 60 heures par semaine et à 15 heures par jour, sans possibilité de comptabiliser en sus des heures supplémentaires. La hausse doit être compensée sur l'ensemble d'un mois – 11 heures de repos quotidien au minimum en moyenne sur 4 semaines – ou d'une année. La durée annuelle maximale du travail resterait de 52 fois 45 heures. L'Union syndicale suisse s'y oppose clairement.¹⁰

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Verbände

Arbeitnehmer, Gewerkschaften

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 05.09.2003
HANS HIRTER

Am 14. Dezember schlossen sich der **Christlichnationale Gewerkschaftsbund** (CNG) und die **Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände** (VSA) zum neuen gewerkschaftlichen Dachverband **Travail.Suisse** zusammen. Zum neuen Präsidenten der rund 150 000 Mitglieder aufweisenden Organisation wurde einstimmig der bisherige CNG-Präsident und Nationalrat Hugo Fasel (FR) von der unabhängigen Christlichsozialen Partei gewählt.

An ihren ausserordentlichen Kongressen am 7. September füllten die Delegierten der beiden grössten Einzelgewerkschaften des SGB, des **SMUV** und der **GBI**, einen Grundsatzentscheid für eine Fusion, an welcher auch die Dienstleistungsgewerkschaft Unia beteiligt sein soll. Die Vereinigung soll im Jahr 2004 stattfinden und vier Jahre später abgeschlossen sein. Opposition gegen die Fusion der von ihrer Tradition und Mentalität her verschiedenen Organisationen gab es nur wenig; die Skepsis gegen einen Zusammenschluss, welche noch im Jahr 2000 in beiden Verbänden bestanden hatte, war weitgehend verschwunden. Im SMUV fiel der Entscheid mit 159:9 Stimmen bei 17 Enthaltungen, bei der GBI mit 184:11 bei 8 Enthaltungen. Die Verbandsleitungen beschlossen später, dass die neue Gewerkschaft den Namen der 1996 von ihnen gemeinsam gegründeten Dienstleistungsgewerkschaft **Unia** übernehmen soll.¹¹

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 04.12.2006
HANS HIRTER

Der Co-Präsident der **Unia**, Vasco Pedrina trat auf Ende Jahr von seinem Amt zurück. Unmittelbar nach der Publikation seines Rücktritts gab die Geschäftsleitung bekannt, dass er durch den ebenfalls aus der ehemaligen Bauarbeitergewerkschaft GBI stammenden Andreas Rieger ersetzt werden soll. Damit wurde die bei der Fusion des SMUV und der GBI eingerichtete Doppelleitung der Unia weiter geführt. Wie Pedrina war auch Rieger in jungen Jahren bei der trotzkistischen RML/SAP aktiv, er trat aber später in die SP ein. Auch die **Syna**, die grösste Einzelgewerkschaft von Travail.Suisse, wählte mit Kurt Regotz einen neuen Präsidenten.¹²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2006
HANS HIRTER

Der **SGB** konnte seinen **Mitgliederbestand** im Jahre 2006 nicht halten. Er reduzierte sich um 1,3% auf knapp 380 000. Praktisch alle Verbände erlitten Verluste. Der Frauenanteil verbesserte sich weiter und erreichte zu Jahresende 24,7%; er hat sich damit in den letzten zwanzig Jahren verdoppelt. Der andere grosse Gewerkschaftsdachverband, die aus dem Christlichnationalen Gewerkschaftsbund hervorgegangene **Travail.Suisse**, zählte Ende 2006 gut 162 000 Mitglieder, was gegenüber dem Vorjahr eine kleine Steigerung darstellte. Die nicht diesen beiden Gewerkschaften angeschlossenen Arbeitnehmerorganisationen zählten rund 225 000 Mitglieder, darunter als grösste der Kaufmännische Verband und der Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer mit je über 50 000 Mitgliedern. Der gewerkschaftliche Organisationsgrad betrug damit in der Schweiz rund 24%.¹³

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 17.12.2007
HANS HIRTER

Der Gewerkschaftsdachverband **Travailsuisse** beschloss im Dezember die Lancierung einer **Volksinitiative** für eine Minimaldauer der **Ferien** von sechs Wochen.¹⁴

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 25.04.2008
HANS HIRTER

Der **Mitgliederbestand** des **SGB** war auch im Berichtsjahr leicht rückläufig. Er nahm um 1,5% auf 368 426 ab. In einigen Bereichen ist der Rückgang vor allem auf das Ausscheiden und Ableben von Pensionierten zurückzuführen. In anderen auf strukturelle Veränderungen des Arbeitsmarktes. Recht hoch sind aber auch die Fluktuationen. So gab es 2008 bei der grössten Einzelgewerkschaft Unia (196 000 Mitglieder) je rund 20 000 Eintritte und Austritte von Erwerbstätigen. Absolut zugenommen und zwar um 1300 auf über 95 000 hat im Berichtsjahr die Zahl der beim SGB organisierten Frauen. Sie steigerten damit ihren Anteil auf 25,8%. Der Dachverband **Travailsuisse** zählte zu Jahresbeginn knapp 170 000 Mitglieder.¹⁵

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 26.04.2008
HANS HIRTER

Beim zweiten grossen Gewerkschaftsdachverband, **Travailsuisse**, trat der langjährige Präsident Hugo Fasel zurück. Der Freiburger gab zugleich auch sein für die CSP gehaltenes Nationalratsmandat ab. Zu seinem Nachfolger wählte die Delegiertenversammlung auf Vorschlag des Vorstands den 40-jährigen Martin Flügel.¹⁶

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 03.11.2009
HANS HIRTER

In ein Dilemma gerieten sowohl der SGB als auch Travail Suisse bei der Abstimmung über die **Volksinitiative für ein Verbot des Exports von Kriegsmaterial**. An sich war ihnen die von der politischen Linken unterstützte Initiative der GSoA nicht unsympathisch. Sie mussten aber auch die Ängste vor einem Stellenabbau in den direkt betroffenen Betrieben und ihren Zulieferern berücksichtigen. Beide Dachverbände entschieden sich daher für eine Freigabe der Stimme. Von den Unterverbänden des SGB empfahl die Unia, bei der auch die Angestellten der Maschinenindustrie organisiert sind, ein Ja und der VPOD, dem Arbeiter der staatlichen Rüstungsbetriebe angehören, ein Nein.¹⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 02.10.2011
DEBORA SCHERRER

Die **Euro-Untergrenze und die Lohnrunde 2012** beschäftigten im Berichtjahr die Gewerkschaften. Der Verband Angestellte Schweiz, die grösste Arbeitnehmerorganisation in den MEM-Branchen (Maschinen, Elektronik, Metall) und Chemie und Pharmaka, forderte 1,5% bis 2% mehr Lohn, wobei er sich auf ein prognostiziertes Wachstum in diesen Branchen von 2,2% berief. Swissmem kommunizierte keine Lohnforderungen. Travailsuisse forderte für alle Arbeitnehmer eine Lohnsteigerung von 1% bis 3%. Transfair, der Personalverband des Service public, forderte 1,5% bis 2,5% und der Gastgewerbe-Verband Hotel und Gastro Union hatte bereits im August 4% bis 7% Lohnerhöhungen ausgehandelt. Ausserdem forderten die Gewerkschaften im Herbst eine Euro-Untergrenze von 1.40 Fr. Die Festlegung einer Wechselkursuntergrenze von 1.20 Fr. sei ungenügend.¹⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 26.10.2011
DEBORA SCHERRER

Travailsuisse machte in einer Studie darauf aufmerksam, dass ein Arbeitskräftenotstand bestehe. Bis 2030 könnten bis zu 400 000 Stellen, vor allem in den Bereichen Pflege, Schule und Polizei nicht besetzt werden. Der Verband forderte zudem eine Öffnung für Arbeitskräfte aus Nicht-EU-Ländern, aufgrund des bisher nicht anerkannten Mangels an weniger gut qualifizierten Arbeitskräften für die Pflege und Haushaltshilfe.¹⁹

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 27.07.2012
JOHANNA KÜNZLER

Der Verband **Angestellte Schweiz** trat im Sommer aus dem Gewerkschaftsdachverband Travail.Suisse aus. Als Begründung wurden Differenzen bezüglich der innerorganisatorischen Kultur und Unterschiede im öffentlichen Auftreten angegeben: Angestellte Schweiz wollte sich vom traditionellen Gewerkschaftsimage lösen und betonte, dass eine Organisation, welche sich in der Sozialpartnerschaft für die Arbeitnehmerseite einsetze, nicht zwingend politisch links stehen und mit der Sozialdemokratischen Partei verbunden sein müsse. Der Angestelltenverband ist hauptsächlich in der Maschinen-, Elektro- und Metallindustrie (MEM-Industrie) sowie der Chemie- und Pharmabranche verankert. Er organisiert weder Streiks noch fordert er nationale Mindestlöhne, sondern ist stattdessen auf die Rechtsberatung seiner Mitglieder und auf das Coaching von Betriebskommissionen spezialisiert. Travail.Suisse, welche nach dem SGB die grösste Dachgewerkschaft der Schweiz ist, verlor durch den Austritt auf einen Schlag 22 000 ihrer 170 000 Mitglieder.²⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2013
JOHANNA KÜNZLER

Die vom Bundesamt für Statistik jährlich publizierten **Mitgliederzahlen der Schweizer Gewerkschaften** zeigten, dass auch 2012 der **Rückgang organisierter Arbeitnehmender** nicht gestoppt werden konnte: Insgesamt waren 738 388 Personen Teil einer Gewerkschaft, rund 1% weniger als noch im Jahr zuvor. Bei einer nationalen Beschäftigungsquote von 4 146 600 im letzten Quartal 2012 ergibt sich daraus ein Brutto-Organisationsgrad von rund 18%. Es gilt allerdings zu beachten, dass in den Mitglieder-Angaben der Gewerkschaften jeweils auch Personen im Ruhestand angegeben werden: Der tatsächliche Organisationsgrad dürfte also etwas tiefer liegen. Grösste Dachgewerkschaft blieb der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB), welcher fast die Hälfte aller Gewerkschaftsmitglieder unter sich vereinigte: Dem SGB gehören Organisationen wie die Unia, der Schweizerische Verband des Personals öffentlicher Dienste (VPOD) oder die Gewerkschaft des Verkehrspersonals (SEV) an. Die zweite Dachorganisation der schweizerischen Arbeitnehmenden, Travail.Suisse, vertrat 2012

22,3% der organisierten Beschäftigten.²¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 01.01.2014
JOHANNA KÜNZLER

Laut dem Bundesamt für Statistik stiegen 2013 die **Mitgliederzahlen bei Schweizerischen Gewerkschaften** wieder deutlich an. Die Baisse von 2012 konnte demnach überwunden werden: Mit insgesamt 746'126 gewerkschaftlich organisierten Arbeitnehmenden konnte der Wert des vorletzten Jahres wieder erreicht werden. Zu verdanken war dieser Anstieg grösstenteils der Unia: Sie legte 2013 um beinahe 3'500 Mitglieder zu.²²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 01.05.2014
JOHANNA KÜNZLER

Im Vorfeld der Abstimmung zur Mindestlohninitiative Mitte Mai 2014 reflektierten diverse Medien die **Entwicklung der Gewerkschaften in den letzten Jahrzehnten**. Auch ihre generelle Stellung in der heutigen Gesellschaft wurde thematisiert. Die Gewerkschaften hätten in der Schweiz schon immer eher Schwierigkeiten damit gehabt, sich zu behaupten, bemerkte der Präsident von Travail.Suisse gegenüber dem Tages-Anzeiger. Dies sei auf eine fehlende Grossindustrie und die von KMU geprägte Wirtschaftsstruktur zurückzuführen. Der stetig wachsende Dienstleistungssektor habe sein Übriges dazugetan. Der Zürcher Wirtschaftshistoriker Tobias Straumann deutete zudem darauf hin, dass sich die schweizerische Arbeitnehmerschaft, etwa im Gegensatz zu jener der skandinavischen Länder, schon immer durch eine konfessionelle Spaltung ausgezeichnet habe. Dies erschwere eine geeinte Zusammenarbeit noch zusätzlich. Obwohl sich die traditionellen Gewerkschaften seit Jahren tendenziell im Sinkflug befinden, bedeute dies laut dem Basler Historiker Bernard Degen nicht generell das Ende der Arbeitnehmervertretung. Berufsverbände wie etwa jene der Lehrerinnen und Lehrer, des Pflegepersonals oder der Bankangestellten würden immer stärker und übernehmen teilweise die Rolle der allgemeineren Gewerkschaften. Die Tatsache, dass die Anzahl der Gesamtarbeitsverträge (GAV) in der Schweiz seit 2001 um 8% gestiegen ist, wurde ausserdem in einer Studie der Universität Lausanne grösstenteils als Reaktion auf die Personenfreizügigkeit mit der EU gedeutet. Aus Angst vor ausländischer Konkurrenz seien die Patrons und ihre Belegschaft wieder enger zusammengedrückt.²³

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 01.01.2015
SAMUEL BERNET

Im Jahr 2014 waren insgesamt 741'311 Personen gewerkschaftlich organisiert. Nachdem im Jahr 2013 der **Rückgang der Zahl der gewerkschaftlich organisierten Personen** vorerst gestoppt worden war, hat sich die Mitgliederzahl im Jahr 2014 wieder um ein halbes Prozent verringert.²⁴

VERBANDSCHRONIK

DATUM: 12.09.2015
SAMUEL BERNET

Nach achtjähriger Führung trat Martin Flügel als Präsident des zweitgrössten Gewerkschaftsdachverbands **Travail.Suisse** zurück. Als **neuer Präsident** wurde der 35-jährige **Adrian Wüthrich** gewählt, der für die SP im Berner Kantonsparlament politisiert, auf nationaler Ebene aber ein unbeschriebenes Blatt ist. Man wolle weiterhin versuchen, aktiv neue Themen zu setzen, statt sich ständig von der grössten Dachgewerkschaft, dem SGB, abzugrenzen, sagten sowohl der neue als auch der scheidende Präsident zur Strategie von Travail.Suisse.²⁵

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 01.01.2016
SAMUEL BERNET

Im vergangenen Jahr hat die Mitgliederzahl der Schweizer Gewerkschaften weiter abgenommen. 2015 waren 737'850 Personen Mitglied einer Gewerkschaft. Die grösste Schweizer Gewerkschaft **Unia** bildet eine Ausnahme von diesem Trend: Erstmals seit 2006 konnte sie wieder **über 200'000 Mitglieder** verzeichnen.²⁶

WAHLEN

DATUM: 27.10.2019
CHRISTIAN GSTEIGER

Nicht nur der Gewerbeverband (SGV), auch die **Gewerkschaften verloren bei den Eidgenössischen Wahlen im Herbst 2019 Sitze im Parlament**. Wie der Tages-Anzeiger nach den Wahlen berichtete, wurden Corrado Pardini (sp, BE) und Nicolas Rochat Fernandez (sp, VD) von der Unia, Philipp Hadorn (sp, SO) von der SEV, Thomas Ammann (cvp, SG) von Transfair sowie Adrian Wüthrich (sp, BE) von Travail.suisse nicht wiedergewählt. Der Travail.suisse-Vizepräsident, Jacques-André Maire (sp, NE) hatte zudem bereits im Vorfeld angekündigt, dass er sich aus der Politik zurückziehen werde. Es gab aber auch Zuwachs und Konstanten: Neu in das Parlament gewählt wurden SGB-Präsident Pierre-Yves Maillard (sp, VD), VPOD-Präsidentin Katharina Prelicz-Huber (gp, ZH), Greta Gysin (gp, TI), Geschäftsleitungsmitglied von Transfair, sowie die Unia-

Gewerkschaftssekretärin Tamara Funicello (sp, BE). Wiedergewählt wurden die Präsidentin des PVB Barbara Gysi (sp, SG), Transfair-Präsident Stefan Müller-Altermatt (cvp, SO), Irène Kälin (gp, AG), Präsidentin der Gewerkschaft Arbeit Aargau, Samira Marti (sp, BL), Präsidentin des VPOD Region Basel sowie Edith Graf-Litscher (sp, TG) und Mathias Reynard (sp, VS) von den Gewerkschaftsbünden Thurgau und Wallis.

Der Tages-Anzeiger konstatierte, die Gewerkschaften seien mit diesen Wahlergebnissen «weit entfernt von der Stärke ihrer besten Tage», etwa als nach den Wahlen 2003 «je nach Zählung» bis zu zwei Dutzend Ratsmitglieder der «gewerkschaftlichen Achse angehörten». SGB-Präsident Maillard hingegen hatte keine Mühe mit dem Resultat – neben dem Klima sei insbesondere auch die Frauenfrage bei diesen Wahlen einfach wichtiger gewesen. Ferner fühle sich ja nach wie vor ein grosser Teil der SP mit den Gewerkschaften verbunden, ohne dabei selbst Mitglied einer Gewerkschaft zu sein, äusserte sich auch der nicht wiedergewählte Hadorn zur Lage. Möglich sei auch, dass die Gewerkschaften längerfristig Opfer ihres eigenen Erfolges würden, liess er zudem verlauten, da offenbar viele Menschen in der Schweiz unterdessen einen gewissen Wohlstand geniessen könnten und dadurch gewerkschaftliche Themen in den Hintergrund rücken.²⁷

1) Presse du 16.4 (CFF), du 3.7 (consultation), du 23.9 (PRD/UDC/Economiesuisse) et du 4.11.08 (PS/syndicats/PDC).

2) Presse du 14.5.03; LT, 23.5.03 (délégués); Presse du 23.1.03.

3) 24h, 24.5.03.

4) Presse du 9.10 (réorganisation du transport des envois postaux), 27.10 (CarPostal), 17.11 (Syndicat de la communication), 24.11 (Leuenberger), 25.11 et 26.11.04 (actions); LT, 5.11 (SecurePost et Mobility Solutions) et 11.11.04 (Transfair).

5) LT, 23.5.05.

6) LT, 28.10, 4.11, 21.11 (accord) et 23.11.05; presse du 14.11.05 (manifestation).

7) Presse vom 6.11., 27.–28.11. und 16.12.06; Presse vom 18.11.06.

8) Presse des 17.10, 10.11 et 20.12.07 (étude); DETEC, communiqué de presse, 19.12.07.

9) Presse du 17.9.08; LT, 19.9.08 (AF); presse du 23.10.08 (CF); Presse du 28.2.08. ; TA, 5.3.08 (PS); LT, 16.6.08; LT et NZZ, 17.6.08; LT, 4.7.08 (communes).

10) NZZ, 20.8.16; SGT, 25.1.17; NZZ, 29.4., 3.5.17; LT, NZZ, 29.8.17; LMD, 30.8.17; TA, 2.9., 4.9.17; TG, 2.10.17

11) NZZ, 7.5., 29.6., 14.12. und 16.12.02; BaZ, 16.12.02.; NZZ, 9.9. und 29.11.02. Vgl. dazu auch Presse vom 30.8.02 und WoZ, 5.9.02. Zu den Vorbereitungen der Fusion siehe SPJ 2000, S. 363. Zur Unia siehe SPJ 1996, S. 371 f.

12) Unia: TA, 25.8.06; NZZ, 4.12.06. Zu Rieger siehe auch die Interviews in Bund, 14.9.06 und TA, 4.12.06; zu Pedrina siehe TA, 27.12.06. Syna: Bund, 10.10.06; AZ, 28.10.06; NZZ, 30.10.06.

13) Ackermann, Ewald / Moser-Brossy, Dominique (Bern 2007): Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2006 (SGB-Dossier Nr. 50).

14) TA, 19.11.07; NLZ, 17.12.07.

15) SGB-newsletter, 5/2009; Travailsuisse, Medienmitteilung vom 25.4.08.

16) LT, 3.4. und 26.4.08.

17) BaZ, 3.11.09.

18) NZZ, 23.7.11; BZ, 4.8. und 6.9.11; SZ, 2.10.11

19) BZ, 25.5 und 26.10.11.

20) NZZ, 18.7. und 27.7.12.

21) www.bfs.admin.ch

22) www.bfs.admin.ch

23) TA, 28.4.14; BZ, 1.5.14

24) www.bfs.admin.ch

25) NZZ, 10.9.15; Bund, 11.9.15

26) www.bfs.admin.ch

27) AZ, 9.9.19; TA, 28.10.19